



Mr Javier Solana  
Secrétaire Général  
Haut représentant pour la PESC  
Conseil Européen

Le 19 juin 2003

Cher Mr Solana,

Les attaques brutales récemment commises en Birmanie viennent confirmer ce qui est évident depuis quelques temps: Les paroles, si fortes soient elles, ne sont pas efficaces pour faire flancher le régime dictatorial et permettre l'émergence de la démocratie.

Et pourtant il est clair que, même devant les brutalités extrêmes à l'encontre du mouvement démocratique, l'Union Européenne se contente de resservir les mêmes platitudes. Devant l'escalade dramatique de sauvagerie étatique, votre réaction indiquait que le comportement répressif de la junte ne pourrait que renforcer la détermination de l'UE à poursuivre sa politique de sanctions contre le régime militaire. (Nr SO119/03, le 2 juin 2003).

Il ne fait pas de doute que le régime sera satisfait de voir l'UE poursuivre sa politique de sanctions tant que ce choix politique signifie que l'UE continue à le soutenir, à la fois sur les plans économique et diplomatique. **Tandis que l'UE fait des déclarations fortes, les investissements européens – qui alimentent la junte- continuent à affluer vers la Birmanie.** Les importations en Europe de produits birmans ont augmenté de 545% en 5 ans (1996 à 2001) <sup>1</sup>, malgré la rhétorique forte de la Position Commune de 1996 96/635/PESC et de ses renouvellements successives.

Il ne fait pas de doute que ces 500 millions d'euros, qu'apportent aux généraux les exportations de produits birmans vers les pays de l'UE, signifient beaucoup plus aux yeux du régime que toutes les accusations de comportement répressif. Des paroles, même énergiques, ont peu d'écho auprès de la junte endurcie, alors que des compagnies comme *Total* investissent d'importantes sommes dans l'exploitation de matières premières et que *Lauda Air* offre aux touristes un vol direct de Vienne à Rangoon, au mépris des demandes répétées par Aung San Suu Kyi. Les protestations indignées de la part de la communauté

<sup>1</sup> Source: Eurostat, analyse publiée par Online Burma Library <http://www.ibiblio.org/obl>

internationale contre le régime montrent qu'il **est temps que l'UE mette maintenant en oeuvre de véritables sanctions commerciales contre la junte birmane.**

De plus les interdictions de visa semblent avoir eu peu d'effet, puisque certains membres de la junte, bien qu'interdits de visa, ont été vus à plusieurs reprises en Europe. Nous apprécions les termes de la Résolution d'urgence du Parlement Européen P5\_TA-PROV(2003) 0272 selon lesquels le Parlement « 6. invite le Conseil à procéder immédiatement à l'extension du champ d'application de l'interdiction de visa et du gel des avoirs décidée dans sa position commune 2003/297/PESC précitée, décision qui a été suspendue jusqu'au 29 octobre 2003 dans l'espoir, aujourd'hui manifestement vain, de progrès sur la voie du rétablissement de la démocratie et du respect des droits de l'homme ». Mais nous doutons que, même mise à l'ordre du jour, cette extension de l'interdiction de visa n'atteigne vraiment son but. Il est temps que les applications de ces modes de pression diplomatique et économique soient fondamentalement revues et renforcées. **Les sanctions doivent être élargies et renforcées, et les dispositifs d'application des sanctions réellement consolidés**, pour garantir que l'UE mette vraiment en pratique ses déclarations prometteuses.

Les Etats-Unis ont donné le ton pour des sanctions plus fortes destinées à débloquer la crise birmane. L'UE doit maintenant également renforcer ces pressions et s'assurer que les compagnies européennes ne puissent plus soutenir ce régime. L'UE doit aussi exercer une pression sur des pays comme la Malaisie, Les Philippines, la Thaïlande, l'Indonésie, l'Inde, la Chine et l'Australie, de même qu'à l'égard de l'ASEAN en tant qu'organisation, pour que ces pays revoient leur politique d'engagement constructif" avec les généraux. En effet cette dernière attaque a démontré qu'un tel choix politique est, au mieux, futile, et au pire donne pratiquement au régime le droit de tuer.

De plus, il y a longtemps que la situation birmane devrait être à l'agenda du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Nous demandons instamment que la Communauté Européenne permette à la voix de la majorité birmane réprimée de se faire entendre au Conseil de Sécurité des Nations Unies afin que des mesures plus fortes soient prises pour permettre aux démocrates comme Daw Aung San Suu Kyi et U Tin Oo de mener à bien leurs activités conformément aux principes fondamentaux des droits de l'homme. Nous vous demandons instamment de **convaincre les pays européens membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies de convoquer une réunion spéciale sur la Birmanie.** De plus les politiciens élus de Birmanie devraient avoir une représentation aux Nations Unies, et ainsi remplacer les diplomates militaires qui occupent actuellement ces postes.

Toutes ces femmes et tous ces hommes de Birmanie qui mènent un combat pacifique pour la démocratie doivent être immédiatement libérés et leur sécurité

doit être garantie. Il faut aussi que les 1300 prisonniers politiques soient relâchés, que leur parti puisse opérer sans être confronté à la répression. Toutes les universités doivent être rouvertes. Les responsables du massacre des 30 et 31 mai derniers doivent répondre de leurs actions. Le dialogue de réconciliation nationale doit reprendre. Il est clair que tous ces processus doivent être engagés, mais sans l'application de fortes pressions économiques et politiques les généraux vont simplement reprendre leurs vieilles habitudes, d'autres démocrates pacifiques vont mourir en vain et les droits de l'homme ne seront jamais pour le peuple birman qu'un rêve qui s'estompe.